

Plan de Donald Trump pour Gaza : "Si jamais le Hamas rejette cet accord, il y aurait une guerre totale", estime l'expert Michel Fayad

[Simon Richard](#) 30/09/2025 à 15:11

Une prise de parole peut-être historique. Donald Trump et Benyamin Netanyahu ont présenté lundi 29 septembre à Washington un plan en 20 points visant à mettre fin à la guerre dans la bande de Gaza. Soutenue par plusieurs pays musulmans, la feuille de route prévoit notamment la démilitarisation du Hamas, une transition encadrée par les États-Unis et un conseil de sécurité international. Entretien avec Michel Fayad, analyste géopolitique.

Cette grosse annonce est-elle un simple coup de com' de la part de Trump et Netanyahu ?

Non, je pense qu'on ne peut pas qualifier ce qui s'est passé hier de coup de com' parce qu'il y a quand même eu des engagements pris par plusieurs pays musulmans. Ce n'est pas seulement un accord entre les États-Unis et Israël. Il y a l'Indonésie, le Pakistan, la Turquie, les pays arabes du Golfe qui se sont aussi engagés dans cet accord.

Est-ce que le Hamas va accepter cet accord et est-ce qu'il l'appliquera ?

J'ai des doutes. Le Hamas n'a jamais été désarmé depuis sa création en 1987-88. On peut prendre l'exemple de ce qui s'est passé au Liban il y a quasiment un an. Lorsqu'il y a eu un accord de cessez-le-feu entre le

gouvernement israélien et le gouvernement libanais, dans lequel participaient et participent toujours des ministres du Hezbollah, il était entendu que le Hezbollah serait désarmé. Et force est de constater que près d'un an après la signature de ce cessez-le-feu, le Hezbollah n'est toujours pas désarmé. [Si jamais le Hamas rejette cet accord, ce dont je pense, il y aurait une guerre totale](#) de la part d'Israël pour éliminer le Hamas par la force.

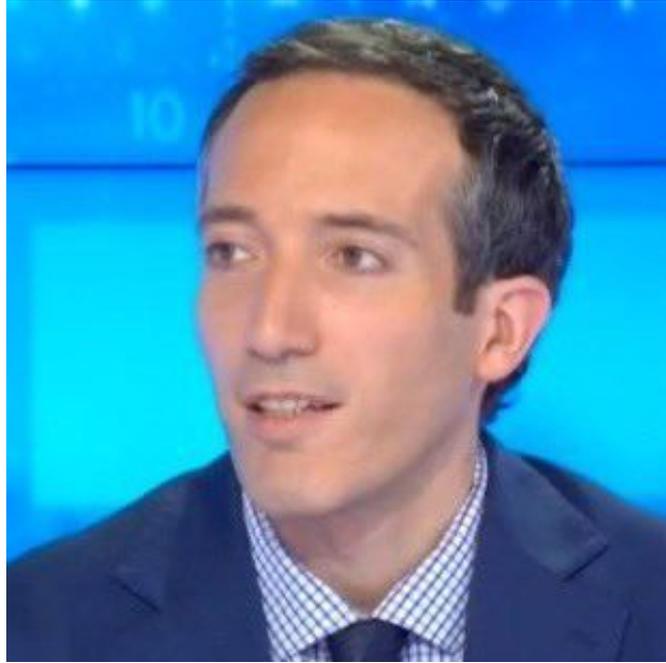
Je n'ai jamais cru au fait qu'il y aurait quelque deux millions de personnes prenant des bateaux ou la route

La communauté internationale va-t-elle accepter ce conseil de sécurité présidé par Donald Trump ?

Je pense que la communauté internationale acceptera en tout cas cette proposition, parce qu'elle bénéficie de l'appui de tous ces pays musulmans. Ce qu'il faut dire aussi, c'est que bien qu'il y ait eu des élections en 2005-2006 en Palestine, il n'y en a plus eu depuis. Il y a quand même la question de la légitimité de l'actuel pouvoir palestinien, que ce soit dans la bande de Gaza ou dans la Cisjordanie.

Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, a-t-il réellement le pouvoir de s'opposer à sa mise à l'écart ?

Il est un peu coincé. Il a dit qu'il accueillait favorablement la proposition. Mais en réalité, bien entendu, il est très énervé d'être écarté de la gouvernance de la bande de Gaza. Comment est-ce que vous voulez que les Israéliens acceptent que le Hamas soit écarté, mais qu'un autre participant du 7 octobre soit mis pour gouverner la bande de Gaza ? C'est quelque chose d'inacceptable pour Israël.



Michel Fayad, né au Liban, est professeur de géopolitique à l'Institut français du pétrole et des énergies nouvelles. Twitter

L'annonce selon laquelle personne ne sera forcé de quitter Gaza est-elle crédible, compte tenu du projet de "Riviera du Moyen-Orient" évoqué il y a quelques mois par Trump ?

[Je n'ai jamais cru au fait qu'il y aurait quelque deux millions de personnes prenant des bateaux](#) ou la route pour aller je ne sais où. Une grande partie de la population de la bande de Gaza n'est pas palestinienne, mais égyptienne. Entre 1948 et 1967, quand la bande de Gaza était sous administration égyptienne, son taux de croissance était le double de celui qui était en Cisjordanie.